



**EXPERTISE COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**FRANCE ACTIVE AIN
INITIATIVE BRESSE HAUT-BUGEY**
Centre des Entrepreneurs
90 A Rue Henri de Boissieu
01000 BOURG EN BRESSE

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE**
Exercice clos au 31 décembre 2024



FRANCE ACTIVE AIN
INITIATIVE BRESSE HAUT-BUGEY
Centre des Entrepreneurs
90 A Rue Henri de Boissieu
01000 BOURG EN BRESSE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31 décembre 2024

**FRANCE ACTIVE AIN
INITIATIVE BRESSE HAUT-BUGEY**

Siège social : Centre des Entrepreneurs
90 A Rue Henri de Boissieu
01000 BOURG EN BRESSE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos au 31 décembre 2024

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FRANCE ACTIVE AIN INITIATIVE BRESSE HAUT-BUGEY relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables, les informations fournies dans l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de votre association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 26 mai 2025

Le Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie régionale de Lyon
Pour COFIGEC RHÔNE-ALPES



Michaël DUPLAN
Commissaire aux comptes

**ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'ASSOCIATION
FRANCE ACTIVE AIN INITIATIVE BRESSE HAUT-BUGEY**
Exercice clos au 31 décembre 2024

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.

Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels.

Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.

Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

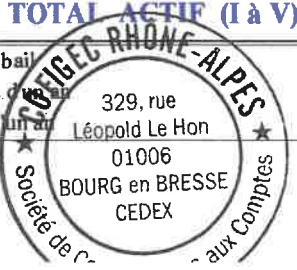
Etats financiers au 31/12/2024

Bilan et compte de résultat



Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	8 847	8 847		
	Autres immobilisations incorporelles (1)	5 686	5 686		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	107 101	102 819	4 282	2 246
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	39 015		39 015	39 015
	Prêts	1 521 609	46 923	1 474 686	1 632 370
	Autres immobilisations financières	345 250	9 636	335 613	337 872
TOTAL (I)		2 027 507	173 911	1 853 597	2 011 503
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	37 635		37 635	5 185
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	417 514	54 239	363 275	423 965
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 479 170		1 479 170	1 230 628
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	4 101		4 101	4 393
	TOTAL (II)	1 938 419	54 239	1 884 180	1 664 170
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		3 965 927	228 150	3 737 777	3 675 673
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				635 895	616 689
(3) dont à plus d'un an					9 216



Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	2 112 876	2 092 599
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	950 046	948 549
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	569 380	536 339
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	(5 499)	20 362
	Total des fonds propres (situation nette)	3 626 803	3 597 850
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	3 626 803	3 597 850
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	5 400	
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	5 400	
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 072	24 361
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	23 341	48 699
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 066	4 561
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	50 095	202
	Total des dettes	105 574	77 823
	Ecarts de conversion passif		
	Total	3 737 777	3 675 673
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes		
	(1) Dont à moins d'un an	(5 498,61)	20 362,48
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	105 574	77 823



Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	9 839	7 694
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		6 385
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	454 122	549 023
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	2 538	
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	96 745	
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	31 397	42 801
	Utilisations des fonds dédiés		2 000
	Autres produits	12 994	9 459
	Total des produits d'exploitation	607 635	617 362
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	153 098	133 137
	Aides financières		2 000
	Impôts, taxes et versements assimilés	10 331	11 202
	Salaires et traitements	288 775	282 489
	Charges sociales	108 899	128 812
	Dotation aux amortissements et dépréciations	30 668	38 864
	Dotation aux provisions	5 400	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	9 219	565
	Total des charges d'exploitation	606 391	597 069
	RESULTAT D'EXPLOITATION	1 244	20 293



Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		1 244	20 293
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	892	1 774
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	36 608	69 709
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	11 472	19 596
Total des produits financiers		48 971	91 079
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	42 108	40 425
	Intérêts et charges assimilées	30 562	61 628
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		72 671	102 053
RESULTAT FINANCIER		(23 699)	(10 974)
RESULTAT COURANT avant impôts		(22 455)	9 319
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	24 540	19 476
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	24 540	19 476
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	5 830	4 270
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	5 830	4 270
RESULTAT EXCEPTIONNEL		18 710	15 206
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		1 753	4 163
TOTAL DES PRODUITS		681 146	727 917
TOTAL DES CHARGES		686 644	707 554
EXCEDENT ou DEFICIT		(5 499)	20 362
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		172 550	191 246
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL		172 550	191 246
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		172 550	191 246
TOTAL		172 550	191 246



Etats financiers au 31/12/2024

Annexe



Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexes

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 3 737 776.92 E et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de (5 498.61) E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les comptes annuels ont été établis par le conseil d'administration de l'association.



Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Engagements financiers



Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Plan Comptable Général.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC N°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, au règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général, dispositions applicables depuis le 01/01/2020 et aux normes comptables préconisées par ACTIVE France.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	de 1 à 5 ans
Installations générales, agencements constructions	5 ans
Matériel de transport	de 4 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	de 3 à 5 ans
Mobilier	de 3 à 10 ans

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.



Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	14 532		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	1 550		
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements			
Matériel de transport	42 194		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	58 738		4 619
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	117 014		4 619
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	39 164		
Prêts et autres immobilisations financières	2 025 966		578 800
TOTAL	2 065 130		578 800
TOTAL GENERAL	2 182 144		583 419



Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			14 532	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions			1 550	
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements				
Matériel de transport			42 194	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			63 357	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL			121 633	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			39 164	
Prêts et autres immobilisations financières		738 056	1 866 710	
TOTAL		738 056	1 905 874	
TOTAL GENERAL		738 056	2 027 507	



Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	14 532			14 532
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions	1 526	24		1 550
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport	42 194			42 194
Matériel de bureau, informatique, mobilier	56 516	2 559		59 075
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	100 236	2 583		102 819
TOTAL GENERAL	114 768	2 583		117 351

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions	24				
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 559				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	2 583				
TOTAL GENERAL	2 583				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				



Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements				
Pour investissement				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92				
Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92				
Pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges				
Pour garanties données clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations				
Pour impôts				
Pour renouvellement immobilisations				
Pour grosses réparations				
Pour charges sur congés payés				
Autres provisions		5 400		5 400
TOTAL Provisions				5 400
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières	55 873	42 108	41 422	56 559
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients	9 216		9 216	
Autres dépréciations	47 396	28 085	21 242	54 239
TOTAL Dépréciations	112 485	70 193	71 880	110 798
TOTAL GENERAL	112 485	75 593	71 880	116 198
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation		33 485	30 458	
- financières		42 108	41 422	
- exceptionnelles				



Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 521 609	527 596	994 013
Autres immobilisations financières	345 250	108 299	236 951
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	37 635	37 635	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A			
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	233 659	233 659	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	183 854	183 854	
Charges constatées d'avance	4 101	4 101	
TOTAL GENERAL	2 326 108	1 095 144	1 230 964
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	31 072	31 072		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	17 859	17 859		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	1 753	1 753		
- T.V.A				
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	3 729	3 729		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	1 066	1 066		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	50 095	50 095		
TOTAL GENERAL	105 574	105 574		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				



Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances (dont avoirs à recevoir : 3 300)	3 300
Tiers subvention à recevoir	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	3 300

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 395
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	1 066
TOTAL	14 461

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	4 101	50 095
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	4 101	50 095



Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Prêts honneur accordés en comité d'agrément et non actés à la clôture de l'exercice	96 150
CAA accordés en comité d'agrément non actés à la clôture de l'exercice	
Engagement FAG	Non communiqué
Engagement France Active FAG AURA	1 790 773
TOTAL	1 886 923
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Tableau de variation des fonds associatifs

	Montant début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant fin d'exercice
Fonds sans droit de reprise	2 092 599.06	55 440.64	35 163.93	2 112 875.77
Fonds avec droit de reprise	948 549.29	94 510.13	93 013.12	950 046.30
Réserves de fonctionnement	536 338.82	33 041.13		569 379.95
Résultat de l'exercice	20 362.48	0.00	25 861.09	- 5 498.61
TOTAL fonds associatifs	3 597 849.65	182 991.90	154 038.14	3 626 803.41



Annexe complémentaire au bilan clos le 31/12/2024

1. Principes comptables et faits significatifs

1.1. Règles et méthodes comptables

FAA-IBHB est membre de deux réseaux : INITIATIVE FRANCE et FRANCE ACTIVE. Les préconisations du réseau ont pour objet d'apporter une meilleure information financière compte tenu des spécificités de gestion des plateformes d'INITIATIVE FRANCE.

Notre réseau de service d'intérêt économique général se fixe comme mission de contribuer à la réduction de la fracture sociale et territoriale en se mettant à l'écoute et au service des entrepreneurs, des territoires et du développement de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et de la cohésion sociale.

Au cœur de la raison d'être de notre association et de son réseau, figurent l'accompagnement et le financement de créateurs/repreneurs d'entreprise et d'entrepreneurs grâce à des prêts d'honneur personnels, sans intérêts et sans garantie permettant à ces derniers la mobilisation d'autres dispositifs -notamment bancaires- de soutien aux TPE et PME.

Pour réaliser sa mission, notre association s'appuie en particulier sur, d'une part, des collaborateurs professionnels compétents, et d'autre part, un réseau de bénévoles forts de leur expérience entrepreneuriale qui offrent aux porteurs de projets un accompagnement personnalisé, amont et aval au financement accordé par un comité d'agrément bienveillant regroupant des professionnels.

Notre association comme tout le réseau Initiative France est engagée dans un processus de qualité grâce à :

- Une Charte d'éthique, un référentiel « métier », la « promesse Initiative France », un système de qualification
- L'assistance de ses organisations régionales et des services de sa coordination nationale
- Le projet stratégique du réseau pour la période 2022-2025

Concrètement, sur l'exercice 2024, notre association locale a étudié 194 dossiers, présenté au Comité d'agrément 194 projets dont 159 ont été validés correspondant à 141 prêts personnels accordés.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions :

- Du Plan Comptable Général : règlement ANC 2014-03 modifié par le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015 et le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 de l'autorité des Normes Comptables (ANC)
- Des normes comptables des personnes morales non commerçantes à but non lucratif règlement ANC 2018-06 du 05 décembre 2018

- Des normes comptables et financières spécifiques arrêtées par le réseau Initiative France à la suite de l'entrée en vigueur du règlement ANC 2018-06

Les comptes annuels sont établis avec sincérité dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- permanence des méthodes
- indépendance des exercices
- continuité d'exploitation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

La mise en œuvre de ces normes se traduit par :

- Le fait générateur de l'inscription du prêt en comptabilité est la signature du contrat,
- La constatation des prêts d'honneur, ainsi que leur dépréciation ou reprise sont inscrits dans les comptes de nature financière,
- Les provisions doivent être évaluées de manière individuelle en fonction des incidents de remboursement constatés, nettes de couverture par garantie,
- La présentation en annexe des comptes de résultat distincts entre fonctionnement et outils d'investissements,
- L'imputation des provisions et pertes concernant les prêts d'honneur sur les apports, après détermination du résultat sur fonds de prêt et approbation par l'Assemblée Générale.

Les ressources de fonds de prêts octroyés dans le cadre des prêts d'honneur accordés par l'association sont enregistrées dans des comptes d'apports avec ou sans droit de reprise ou d'emprunts selon les obligations conventionnelles

Les pertes et dépréciations constatées lors de l'exercice précédent sur les prêts d'honneur ont fait l'objet d'une décision de l'Assemblée Générale annuelle doivent être imputées pour un montant équivalent des dépréciations et pertes de l'actif immobilisé au niveau des apports et emprunts qui les ont financés, dans des comptes spécifiques, apparaissant en négatif des postes du bilan passif.

Les pertes et dépréciations sont réparties au pourcentage du poids des apports avec ou sans droit de reprise ou emprunts sur le total des ressources de fonds de prêts disponibles par type de prêts.

1.2. Faits significatifs

L'association a déployé le programme de formation lié à France Active.

1.3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont principalement constituées de prêts d'honneur, contrats d'apport associatif accordés par l'association aux tiers bénéficiaires.

a – Prêts d'honneur :

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'il existe un risque de non recouvrement des prêts d'honneur sur la base du solde de prêt net de couverture par garantie, comme suit :

- Au-delà de 3 échéances non honorées : 50 % du solde du prêt net de garantie,
- Au-delà de 6 échéances non honorées : 75 % du solde du prêt net de garantie,
- Redressement judiciaire, cessation d'activité ou liquidation judiciaire en cours : 100 % du solde du prêt net de garantie.

Seule la part de risque incombant à FAA-IBHB compte tenu de la contre garantie BPI FRANCE, est provisionnée.

Les pertes définitives sur prêts d'honneur sont constatées dès lors que l'ensemble des recours possibles a été exécuté. La totalité du solde de prêt est passée en charges financières, la garantie reçue en contrepartie de la perte est comptabilisée en produits financiers.

b – Contrats d'apport associatif :

Tout comme pour le fond de prêts d'honneur, FAA-IBHB est gestionnaire de son propre fond départemental de contrats d'apport associatif. Une provision pour dépréciation est pratiquée dès qu'il existe un risque de non recouvrement à hauteur de 100 % du solde restant dû car ils ne sont pas garantis.

Les pertes définitives sur contrats d'apport associatif sont constatées dès lors que l'ensemble des recours possibles a été exécuté. La totalité du solde est passée en charges financières.

c – Prêts d'honneur accompagnement travaux :

FAA-IBHB est également gestionnaire de son propre fonds d'accompagnement travaux. Une provision pour dépréciation est pratiquée dès qu'il existe un risque de non recouvrement à hauteur de 100% du solde restant dû car ils ne sont pas garantis.

d – Prêts d'honneur croissance :

FAA-IBHB est également gestionnaire de son propre fonds croissance.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'il existe un risque de non recouvrement des prêts d'honneur sur la base du solde de prêt net de couverture par garantie, comme suit :

- Au-delà de 3 échéances non honorées : 50 % du solde du prêt net de garantie,
- Au-delà de 6 échéances non honorées : 75 % du solde du prêt net de garantie,
- Redressement judiciaire, cessation d'activité ou liquidation judiciaire en cours : 100 % du solde du prêt net de garantie.

Seule la part de risque incombant à FAA-IBHB compte tenu de la contre garantie BPI FRANCE, est provisionnée.

Les pertes définitives sur prêts d'honneur sont constatées dès lors que l'ensemble des recours possibles a été exécuté. La totalité du solde de prêt est passée en charges financières, la garantie reçue en contrepartie de la perte est comptabilisée en produits financiers.

f – Garanties FAG :

FAA-IBHB dispose d'une ligne de garanties FAG dont FRANCE ACTIVE est le gestionnaire. Une provision pour dépréciation est pratiquée dès qu'il existe un risque de non recouvrement, c'est-à-dire dès qu'il y a un impayé. Le montant de la provision est calculé à hauteur de 100 % des encours alertés non couverts par BPI FRANCE. Seule la quote-part des provisions de FAA-IBHB est inscrite dans le bilan. La ligne est mise en sommeil depuis 2019 lors de la création de la ligne régionale.

FAA-IBHB dispose d'une nouvelle ligne de garantie AUVERGNE RHONE ALPES FAG dont France ACTIVE est aussi la gestionnaire, aucune provision ne sera constatée dû fait que FAA-IBHB n'as pas effectué d'apport.

1.4. Bénévolat

Les contributions volontaires en nature constituent des apports gratuits spécifiques au secteur associatif. Leur poids économique dans les plateformes et fonds territoriaux justifie leur évaluation afin de donner une image fidèle des activités de l'association.

Les valorisations du bénévolat sont comptabilisées dans les comptes de classe 8.

Sont comptabilisés les participations aux comités d'agrément TPE ou ESS ou Garantie, les comités régionaux FRIS et FDC, les comités de suivi, les réunions Club Parrains, l'analyse des notes de synthèse et les rendez-vous de suivi parrainage.

Les participations aux instances décisionnaires de l'association (réunions de l'Assemblée Générale, du Conseil d'Administration et du Bureau de l'Association) relevant du fonctionnement de l'association ne sont pas valorisées.

Le bénévolat est quantifié grâce :

- aux relevés d'heures fournis par les différents bénévoles comme les parrains
- aux feuilles de présences remplies lors des différentes réunions comme les réunions des comités d'agrément, des diverses commissions techniques ou comités ad hoc

- **La méthode de calcul de valorisation du bénévolat est la suivante :**

- nombre de participations des bénévoles enregistrées au cours de l'année
- X la durée moyenne des actions :
 - 2H pour un comité TPE, ESS, Garantie et réunion Club Parrains
 - 3H pour un comité de suivi
 - 1h30 pour un rendez-vous de suivi parrainage
 - 1H pour l'analyse de la note de synthèse TPE
 - 1h30 pour l'analyse de la note de synthèse ESS
- X le taux horaire utilisé pour le Fond Social Européen, actualisé en 2021 à 70 € par heure

L'article 200 du Code Général des Impôts accorde aux bénévoles le bénéfice de la réduction d'impôts afférente aux dons pour les frais qu'ils engagent personnellement dans le cadre de leur

activité associative. Ces dons pour frais sont comptabilisés dans les comptes de classe 8 comme pour la valorisation du bénévolat.

1.5. Ligne de garantie AIN FAG et AUVERGNE RHONE ALPES FAG

Depuis 2013, les commissions BPI FRANCE ne sont plus comptabilisées dans les comptes de charges, mais viennent directement impactées les comptes d'apport de la ligne AIN FAG et AUVERGNE RHONE ALPES FAG de chaque partenaire financier tout comme les sinistres.

2. Engagement financiers des fonds d'intervention

2.1. Prêts d'honneur

- 80 prêts nouveaux ont été actés et décaissés pour un montant de 476 800 €
- 48 prêts sont arrivés à terme au cours de l'exercice
- Les remboursements de prêts d'honneur de l'exercice ont atteint 588 029,83 €

Informations relatives au bilan

- *Etat de l'actif immobilisé (NIF et ANC 2018-06)*

L'état des prêts décaissés à l'actif du bilan se présente ainsi :

prêts immobilisés	31 12 2024	
	montant	quantité
création	44	204 300
transmission	34	245 500
croissance	2	27 000
total	80	476 800

- Provisions sur prêts d'honneur

Nombre de prêts	Montant prêt initial	Montant prêt remboursé	Créance au 31/12/2024	Garantie BPI FRANCE	Créance non garantie	Provision cumulée au 31/12/2024
10	84 000,00	47 910,55	36 089,55	3	7	36 089,55

Sur l'exercice 2024, la dotation aux provisions sur prêts d'honneur s'élève à 36 089,55 €. Une reprise sur les provisions sur prêts d'honneur a été constatée pour un montant de 30 588,30 €.

- Etat des provisions (NIF)

L'état des provisions pour dépréciation des prêts à l'actif du bilan se présente ainsi :

dépréciation des prêts	31 12 2024	
	montant	quantité
création	16 672	7
transmission	19 418	3
total	36 090	10
dotation	36 090	10
reprise	30 589	13

- Pertes sur prêts d'honneur

Sur l'exercice 2024,

- 8 prêts pour un montant de 29 700,16 € ont été repris pour être passés en perte

Nombre de prêts	Montant prêt initial	Montant prêt remboursé	Créance au 31/12/2024	Garantie BPI FRANCE	Créance non garantie	Perte définitive au 31/12/2024
8	61 500,00	31 799,84	29 700,16	3	5	10 893,52

Sur l'exercice 2024, une perte financière a donc été constatée pour un montant de 10 893,52€

- Prêts d'honneur accordés en comité d'agrément et non actés à la clôture 96 150 €

- Le tableau de variation des fonds de prêts d'honneur :

fonds de prêt	31 12 202N	31 12 202N-1
	montant	montant
création	2 523 526	2 546 426
total	2 523 526	2 546 426

dont :

sans droit de reprise	2 309 175	2 286 075
avec droit de reprise	214 351	260 351

2.2. Ligne de garantie AIN FAG

Sur l'année 2024, une perte financière a été constatée pour un montant de 15 617,91€, soit 862,10 € pour la quote-part de FAA-IBHB.

Au 31/12/2024, le montant cumulé des provisions sur le fond de garantie AIN FAG s'élève à 174 571,56 €, soit 9 636,29 € pour la quote-part de FAA-IBHB. Le montant des reprises sur provisions sur le fonds de garantie AIN FAG a été constaté pour un montant de 174 571,56 €, soit 9 636,29 € pour la quote-part de FAA-IBHB, ce qui ne génère pas d'impact sur le résultat. A terme cette ligne va fusionner avec la ligne régionale dès lors que les engagements pris en 2019 seront terminés.

2.3. Ligne de garantie AUVERGNE RHONE ALPES FAG

La capacité d'engagement de la ligne AUVERGNE RHONE ALPES FAG enregistrée dans les comptes de France Active Garantie s'élève à 12 832 411,55€ au 31/12/2024.

Aucune provisions et pertes éventuelles n'est constatée puisque FAA-IBHB n'a pas abondé le ligne AUVERGNE RHONE ALPES FAG.

2.4. Contrats d'apport associatif

- 8 contrats ont été actés et décaissés pour un montant de 98 000 €
- 4 contrats sont arrivés à terme au cours de l'exercice
- Les remboursements de contrats d'apport associatif de l'exercice ont atteint 108 211,19 €

- Provisions sur contrats d'apport associatif

Nombre de contrats	Montant contrat initial	Montant contrat remboursé	Créance au 31/12/2023	Provision cumulée au 31/12/2023
0	0,00	0,00	0,00	0,00

Sur l'exercice 2024, la dotation aux provisions sur contrats d'apport associatif s'élève à 0,00€. Une reprise sur les provisions sur contrats d'apport associatif a été constatée pour un montant de 0,00 €, ce qui ne génère pas d'impact sur le résultat.

- Pertes sur contrats d'apport associatif

Nombre de contrats	Montant contrat initial	Montant contrat remboursé	Créance au 31/12/2023	Perte définitive au 31/12/2023
0	0,00	0,00	0,00	0,00

Sur l'exercice 2023, une perte financière a été constatée pour un montant de 0,00 €.

- Contrats d'apports associatifs accordés en comité d'agrément non actés à la clôture de l'exercice : Néant

- **Le tableau de variation des fonds des contrats d'apport associatif :**

fonds de prêt	31 12 2024	31 12 2023
	montant	montant
création	167 958	67 958
total	167 958	67 958

dont :

sans droit de reprise	7 096	7 096
avec droit de reprise	160 862	60 862

3. Versement aux fonds d'intervention

3.1. Prêts d'honneur

- Versements reçus en 2024 :
 - Banque Populaire Bourgogne Franche- Comté : 7 000 €
 - CIC Lyonnaise de banque : 5 600 €
 - Caisse d'épargne : 10 500 €

3.2. Ligne de garantie AIN FAG

La ligne de garantie AIN FAG est gérée par France Active Garantie. Une partie des abondements transite par Centre Ain Initiative et l'autre est versée directement à France Active Garantie.

Au 31/12/2024, les dotations cumulées apportées par les partenaires financiers depuis l'origine du fonds s'élèvent à 1 790 772,88 €.

Au 31/12/2024, FAA-IBHB a abondé la ligne AIN FAG à hauteur de 4 850 € depuis son fond de réserve associatif.

- Engagements garantie donné France ACTIVE (FAG)/CAI-CAA : Néant ligne plus active.

- Engagements de dotations transitant par FAA-IBHB au 31/12/2024 :

Dotations	Montant
Caisse d'Epargne Rhône-Alpes	30 000,00 €
Crédit Agricole Centre Est	43 000,00 €
Crédit Mutuel Sud Est	15 000,00 €
CIC Lyonnaise de banque	6 000,00 €
Centre Ain Initiative	4 850,00 €
Total	98 850,00 €

- Engagements de dotations reçues au 31/12/2024 depuis la création de la ligne :

Dotations	Montant
Caisse des Dépôts et Consignations	747 000,00 €
Conseil Régional Auvergne Rhône-Alpes	828 922,88 €
Conseil Départemental de l'Ain	70 000,00 €
France Active	36 000,00 €
Macif	10 000,00 €
Total	1 691 922,88 €

3.3. Ligne de garantie AUVERGNE RHONE ALPES FAG

La ligne de garantie AUVERGNE RHONE ALPES FAG est gérée par France Active Garantie.

Au 31/12/2024, les dotations cumulées apportées par les partenaires financiers depuis l'origine du fonds s'élèvent à 12 833 378,00 €.

- Engagements de dotations reçues au 31/12/2024 depuis la création de la ligne :

Dotations	Montant
Fonds de coopération sociale	6 416 689,00



La Région
 Auvergne-Rhône-Alpes



Tel : 04.69.81.13.50

Centre des entrepreneurs – 90A rue Henri de Boissieu
01000 Bourg en Bresse

franceactive-centreain.com

Conseil Régional Auvergne Rhône-Alpes	6 416 689 ,00
Total	12 833 378,00

3.5 Prêts d'honneur croissance

- Versements reçus en 2024 :
 - Crédit Agricole : 8 400 €
 - Prêt accordé : Néant €
 - Remboursement : 11 252,58 €
 - 2 prêt décaissé pour 27 000 €
 - aucun prêt est arrivé à terme au cours de l'année.
 - **Le tableau de variation des fonds prêts d'honneur croissance :**

fonds de prêt	31 12 2024	31 12 2023
	montant	montant
croissance	122 836,00	114 436,00
total	122 836,00	114 436,00

dont :

sans droit de reprise	92 836,00	84 436,00
avec droit de reprise	30 000,00	30 000,00

3.6 Prêts d'honneur accompagnement travaux

- Appel de fond réalisé en 2024 :
 - Mairie de Bourg-en-Bresse : néant
 - Prêt accordé néant €
 - Remboursement : 00,00 €
- Versements reçus en 2024 :
 - Mairie de Bourg-en-Bresse : néant
 - Reprise partielle : 55 000€
 - Provisions sur prêts d'honneur travaux

Nombre de prêts	Montant prêt initial	Montant prêt remboursé	Créance au 31/12/2024	Garantie BPI FRANCE	Créance non garantie	Provision cumulée au 31/12/2024
1	20 000,00	9 166,63	10 833,37		1	10 833,37

Sur l'exercice 2024, la dotation aux provisions sur prêts d'honneur travaux s'élève à 10 833,37 €. Une reprise sur les provisions sur prêts d'honneur travaux a été constatée pour un montant de 10 833,37 €.

- Le tableau de variation des fonds prêts d'honneur accompagnement travaux :

fonds de prêt	31 12 2024	31 12 2023
	montant	montant
travaux	35 000,00	90 000,00
total	35 000,00	90 000,00

dont :

sans droit de reprise		
avec droit de reprise	35 000,00	90 000,00

Ventilation des prêts :

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Prêts PH	1 521 609	527 596	994 013
CAA	278 117	108 298	169 819
FAG	Non communiqué au 31/12/2024		

4. Trésorerie

Au 31 12 2024, la trésorerie se décompose ainsi selon la méthode préférentielle à savoir :

trésorerie	31 12 2024
	montant
trés. s. prêt	1 185 K€
trés. Fonctionnement	294 K€
total	1 479 K€

5. Montant des concours publics et subventions reçues

concours publics subventions	2024			2023		
	concours publics	subventions exploit.	subventions investis.	concours publics	subventions exploit.	subventions investis.
Union Européenne		132 K€			136 K€	
Etat		53 K€			49 K€	
Conseil Régional		136 K€			136 K€	
Intercommunalités		120 K€			120 K€	
autres		13 K€			108 K€	
total		454 K€			549 K€	

6. Effectif moyen

L'effectif moyen est exprimé en ETP (équivalent temps plein) et comprend les mises à disposition des personnes et les bénévoles concourant à l'activité.

effectif	2024
cadres	6
non cadres	2
<i>sous total</i>	<i>8</i>
personnel m-à-d facturées	0
personnel m-à-d CVN	0
sous-total	0
bénévolat	1.49
total général	9.49



Honoraires du commissaire aux comptes

honoraires CAC	31 12 2024
certification des comptes	4 158,00
autres missions	Néant
total	4 158,00

7. Résultat

La gestion des fonds de prêts d'honneur implique la constatation d'un résultat spécifique en application des normes comptables INITIATIVE FRANCE, appelé résultat sur opération financière (cf tableau ci annexé).

Ce résultat entre dans le calcul du résultat net de l'exercice et vient ensuite minorer les apports financiers fait à FAA-IBHB pour réaliser ses activités de financement.

Résultat au titre des activités de fonctionnement :	8 714,22 €
Résultat au titre des activités du fond de prêts honneur :	- 13 138,60 €
Résultat au titre des activités du fond de prêts croissance :	- 892,90 €
Résultat au titre des activités du fond de prêts travaux :	- 181,33 €
Soit un résultat net comptable de :	- 5 498.61 €

La quote-part des fonds propres, affectable au fonctionnement de l'association, se présente ainsi (NIF) :

fonds propres	31 12 2024	31 12 2023
fonctionnement	montant	montant
réserves	569 380	536 338
report à nouveau		
<i>sous-total</i>	<i>569 380</i>	<i>536 338</i>
résultat fonctionnement	8 714	33 041
total	578 094	569 380

**FRANCE ACTIVE AIN
INITIATIVE BRESSE HAUT-BUGEY**

Centre des Entrepreneurs
90 A Rue Henri de Boissieu
01000 BOURG EN BRESSE

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**
Exercice clos au 31 décembre 2024

**FRANCE ACTIVE AIN
INITIATIVE BRESSE HAUT-BUGEY**

Siège social : Centre des Entrepreneurs
90 A Rue Henri de Boissieu
01000 BOURG EN BRESSE

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**
Exercice clos au 31 décembre 2024

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du Code de commerce.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 26 mai 2025

Le Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie régionale de Lyon
Pour COFIGEC RHÔNE-ALPES

Michaël DUPLAN
Commissaire aux comptes

